

### III. AGRICULTURE

#### JUSTIFICATION

Les systèmes alimentaires, c'est-à-dire la façon dont les sociétés s'organisent pour produire, distribuer et consommer leur nourriture sont au centre de notre réflexion. En effet, au niveau mondial, beaucoup de systèmes alimentaires font face à des crises profondes (énergétique, écologique, sociale, sanitaire et démocratique).

La globalisation néolibérale a transformé radicalement la structuration de notre société : exode rural massif (35% de la population était paysanne en 1950, moins de 3% aujourd'hui), métropolisation de nos pays avec une urbanisation qui consomme les meilleures terres agricoles, utilisation massive de la chimie et son cortège d'impacts sanitaires et environnementaux, affirmation de l'agro-industrie et de la grande distribution qui dictent leurs lois économiques. En France, les emplois du tertiaire sont passés de 25% en 1950 à 75% de nos jours. Sans l'augmentation colossale des gains de productivité par unité de travail humain en agriculture, permise par une utilisation massive des énergies fossiles, cette répartition des emplois serait impossible. Ces changements s'accompagnent d'une progressive concentration des marchés et d'un poids de plus en plus grand des acteurs financiers. Les filières sont caractérisées par une répartition inégale de la valeur produite, au détriment du maillon agricole, aboutissant à une précarisation de certains acteurs (producteurs, ouvriers des industries agroalimentaires ou de la distribution, etc.).

Les inconvénients de l'agriculture intensive remettent en cause la légitimité de ses pratiques. Une agriculture sans produits phytosanitaires et sans engrais de synthèse et minéraux, implique un changement de modèle agronomique qui nécessite plus de main d'œuvre, et qui peut se traduire par des hausses de coût de l'alimentation. Cela remet aussi en cause le fonctionnement du système alimentaire aujourd'hui majoritairement dépendant de cette agriculture et des échanges internationaux. Ainsi, **changer de système alimentaire signifie changer de société.**

Face à un système rendu vulnérable à ses propres impacts (réduction du rendement des cultures du fait du dérèglement climatique et de la dégradation des sols, réduction des régulations biologiques et pollutions du fait de l'érosion de la biodiversité), de nouveaux discours prennent place dans les politiques publiques, ainsi que dans la recherche (cf. stratégie européenne pour l'agriculture). Les impacts environnementaux et sanitaires de notre système alimentaire sont multiples et les changements à faire sont tels que la sphère dirigeante, politique et économique freine. Elle cherche à faire évoluer le modèle agricole sans changer le modèle d'innovation basé sur le recours à la technologie en proposant une agriculture « intelligente » (aussi appelée « de précision ») hyper technologique. Par exemple, l'agriculture intelligente pour le climat ou la bioéconomie promettent de pouvoir articuler hausse de la productivité en agriculture, croissance économique et protection de l'environnement. Ces stratégies s'inscrivent dans une vision *extractiviste* de l'agriculture.

De nombreuses initiatives visant la durabilité des systèmes alimentaires consistent aussi à donner un prix à la nature en monétisant les écosystèmes. Cette façon de procéder passe

par la commercialisation de droits à la pollution et permet d'étendre les régimes de propriété à l'ensemble des capacités reproductives du vivant. Ces réponses véhiculent l'argent public vers des solutions qui ne garantissent ni d'être vraiment en mesure d'atténuer les changements climatiques, ni de garantir le droit à l'alimentation, ni de permettre d'assurer les moyens de subsistance des agriculteurs, de refréner leur endettement et de décourager l'accaparement des terres. Ces questions devraient pourtant être au centre de la recherche d'un modèle alimentaire durable et viable. Par ailleurs, la capacité de substitution aux énergies fossiles, et aux ressources minières en général des sources d'énergies et de ressources renouvelables rend caduque ces axes de recherche lorsqu'ils sont considérés seuls et prioritaires. En effet, les innovations techniques en cours et promues ne permettent pas jusqu'alors de répondre aux questions environnementales et sociales.

Pour répondre à ces constats et remettre l'agriculture et l'alimentation au centre de la reproduction de la vie et de sa subsistance, de nombreuses alternatives se développent, mais leur accessibilité et diffusion restent limitées. En effet, une grande partie des ménages n'ont pas un accès financier, social et/ou géographique à des systèmes alimentaires plus proches de leurs attentes en termes d'éthique ou d'impact environnemental. L'insuffisance qualitative alimentaire progresse dans nos pays dits développés. Ainsi, le nombre de personnes sollicitant l'aide alimentaire s'accroît, alors que la **violence** ressentie par les personnes concernées, nourries par les surplus des systèmes alimentaires et dans l'incapacité de jouer leur rôle nourricier, est toujours là.

Ces violences alimentaires sont renforcées par des politiques publiques faisant de plus en plus reposer les responsabilités des enjeux environnementaux, sociaux et de santé des systèmes alimentaires sur les choix de consommation des ménages. La « consom'action » ne pourra pas changer profondément les systèmes alimentaires. Elle se heurte à son caractère individualisant, aux différences de ressources des ménages, et à la nature même de l'environnement et de l'offre alimentaires auxquels sont soumis les consommateurs.

Vis-à-vis de cette situation, un véritable **changement de modèle** est nécessaire, un modèle qui promeut la construction de systèmes alimentaires justes, inclusifs, sains, écologiques et efficaces. Nous rejoignons ainsi les demandes de multiples chercheur.e.s, des mouvements sociaux, des citoyen.ne.s, habitant.e.s des zones rurales et organisations de la société civile qui sont déjà à l'œuvre pour imaginer, projeter et expérimenter des modèles alternatifs capables de renforcer les économies locales et la souveraineté alimentaire, tout en réduisant la dépendance aux énergies fossiles pour répondre aux besoins des sociétés écologiques, solidaires, et inclusives.

**Nos recherches doivent porter sur un changement de modèle alimentaire, des modes de production, de transformation et de distribution, et inclure le foncier agricole à considérer comme un bien commun.**

L'enjeu de ce document est d'identifier des enjeux et des axes de recherche, pour offrir une alternative à Horizon Europe, mais sans se restreindre aux mêmes thématiques. Nous avons ainsi choisi de répartir les lignes et objets de recherche identifiés au sein de quatre "dimensions" : « se relier », « vivre bien », « s'organiser » et « faire ».

La dimension « **se relier** » traite avec une approche sensible, des liens entre humains et non humains, très souvent absents des recherches alors que selon nous, ils sont la source de sens dans nos actions et nos vies, et par conséquent centraux. La dimension « **vivre bien** » aborde par une approche sociale les activités et pratiques qui permettent le maintien du bien commun et qui participent à une convivialité entre humains au sein du système alimentaire. De plus, elle questionne la place des paysan.ne.s au sein de la société et les impacts de l'activité agricole sur la société et les territoires. La dimension « **s'organiser** » discute les politiques publiques ou de ressources, afin que celles-ci permettent de « vivre bien » et de « se relier ». Enfin, la dimension « **faire** » investit avec une approche pratique, les champs des possibles et souhaitables, concernant les techniques et l'organisation du système alimentaire, à partir des ressources disponibles et pour le maintien des biens communs.

Nous avons trouvé plus intéressant et adéquat de ne pas nous astreindre à un découpage disciplinaire, ou sectoriel, ou encore par thématiques. L'objectif est tout d'abord de renverser le paradigme « les moyens sont une fin » mais aussi de mettre en avant les sciences humaines et sociales par rapport aux sciences « dures » et à la recherche de l'innovation technologique.

*Nota* : L'agriculture et l'alimentation sont au centre des propositions faites ici en raison de leur importance vitale et des implications majeures qu'elles ont sur nombre d'autres dimensions. Cependant, ces thèmes ne recouvrent pas toutes les dimensions qui seraient à prendre en considération dans les recherches futures, notamment concernant les ressources naturelles. Plus particulièrement, les problématiques marines, forestières et de gestion des espaces naturels à des fins de préservation ne sont pas complètement couvertes dans la présente version des orientations de recherche proposées. En revanche, les axes de recherche les plus technicistes, qui sont tout particulièrement mis en avant dans Horizon Europe, sont volontairement écartés car non pertinents pour nos propositions.

## DOMAINES D'INTERVENTION

### 1. *Se relier. Une approche sensible et systémique*

« **Se relier** » renvoie aux valeurs associées à la transformation de notre agriculture. L'évolution de ces valeurs est fondamentale. Elle correspond au niveau le plus profond de l'apprentissage et du changement chez les êtres humains. Celui qui donne un socle moral et normatif au nouveau paradigme qui s'installe. La modernisation agricole s'est accompagnée d'une valorisation de la possession de biens matériels, d'une chosification du vivant, de la compétition et d'un certain anthropomorphisme. Dans nos différentes activités (pratiques de culture, échanges commerciaux, droit, évaluation, formation, recherche etc.), les êtres vivants sont considérés comme des ressources remplaçables, ou comme pourvoyeurs de données standardisées. La façon dont ils sont considérés fait l'impasse sur les rapports et dimensions sensibles et ignore les liens qu'ils entretiennent. Fort heureusement, ces interrelations ne sont pas entièrement détruites et il est possible de les révéler dès lors que l'on s'y intéresse.

De nouveaux modèles d'agriculture se dessinent qui refondent ce jeu de valeurs en mettant au centre ces liens entre les êtres vivants, humains et non humains. Ces valeurs se forment, s'expriment et sont mises à l'épreuve dans l'action : dans notre évaluation du « bien vivre » où elles

se manifestent dans nos critères de « satisfaction », dans le « faire » où elles sous-tendent ce qui est jugé acceptable et souhaitable comme fins et moyens techniques pour transformer notre agriculture, et dans les façons de « s'organiser » à travers les stratégies sociales à promouvoir.

Les valeurs, leur formation, les systèmes de valeurs et leurs interactions sont des objets d'étude pour les **sciences sociales** comme la sociologie, la psychologie, la philosophie, l'histoire, l'anthropologie, etc. Ils ne sont pas directement observables. C'est pourquoi leur étude nécessite de passer par l'enquête ethnographique, l'analyse des discours, l'étude des comportements dans l'action, des processus d'interaction, voire par des exercices de narration faisant appel à l'imaginaire. Dévoiler ces valeurs, leurs modes d'élaboration et la manière dont elles se confrontent dans la vie sociale, politique, institutionnelle, scientifique, etc., va au-delà du strict intérêt en termes de production de connaissances : cela permet de **donner du sens aux transformations en train de se faire**, de renforcer ainsi les apprentissages et de rendre explicites les jugements portés sur les changements en cours.

### Propositions de recherches - Bloc 22

*La santé des milieux est fondamentale pour les systèmes alimentaires. Les recherches peuvent s'organiser en termes d'alliances liant les humains à d'autres entités (vivantes ou non) :*

- L'animal, à travers les thématiques du bien-être animal, du sauvage et du domestique, de l'animalisme et du véganisme, des pratiques de sélection animale.
- Le végétal, à travers les thématiques de la sélection variétale, des plantes invasives, de la toxicité, des adventices, des plantes médicinales.
- Les pathogènes (bactéries, virus), à travers la thématique des épidémies et épidémiologie populaire par exemple.
- Le minéral, à travers les thématiques de son extraction, des pénuries à venir par exemple.
- La terre, sa gestion, son appropriation, sa colonisation, son accaparement, etc., une histoire de domination ?
- Pour chacune de ces alliances, les recherches à conduire porteront sur :
  - Quelles représentations et relations aujourd'hui entre individus ou entre collectifs ? (Dont perception par les sens)
  - Quelle a été l'évolution de ces représentations et relations ?
  - Comment et pourquoi ont-elles évolué ?

Bien sûr, les relations entre humains et non humains se répercutent sur la façon dont se relient les humains aux autres humains (reconnaissance, don, rémunération, partage, structures collectives versus individualité vécue, relations aux outils, etc.). Ces enjeux sont traités dans la partie « S'organiser ».

## 2. Vivre bien. Une approche sociale

L'agriculture ne peut se résumer à sa seule fonction de production alimentaire. Elle détermine aussi une grande part de nos modes de vie et de notre santé, que ce soit par les qualités et spécificités des aliments produits, par les paysages qui sont façonnés par ces activités, ou encore par le tissu social qui les relie et les anime. Le rôle vital de l'agriculture et ses liens spécifiques avec le vivant lui confèrent un statut très particulier et distinct de celui de bien d'autres activités productives de biens. Elle nécessite de ce fait des approches particulières pour en évaluer les impacts sur l'environnement et les sociétés.

C'est un processus continu que de définir quelle agriculture est souhaitable, voulue par la société. Cela l'est aussi pour évaluer comment elle peut contribuer à une société plus durable, plus juste et plus conviviale, dans le respect des individus, des communautés et des entités biotiques et abiotiques. Cet enjeu est central car les conditions de vie actuelles dans les pays les plus riches s'avèrent à la fois non durables et non généralisables. Une réduction de la consommation des ressources, et plus particulièrement celles qui sont non renouvelables ou difficiles d'accès, doit se combiner avec une amélioration de la disponibilité des produits de l'agriculture pour tous et toutes. Ces perspectives posent aussi la question de la place des processus industriels dans la production agricole et alimentaire : quels sont les niveaux d'industrialisation qui assurent à la fois des niveaux de production suffisants et des conditions sociales et environnementales acceptables dans un contexte donné ? On parle en particulier de *downsizing* (réduction de la taille) des équipements de transformation afin de mieux les adapter aux conditions locales, accroître leur résilience et leur maîtrise par leurs opérateurs.rice.s.

Elles posent aussi la question des modalités de participation au débat démocratique sur l'agriculture et l'alimentation. Les formes et modalités de « convocation » des différentes parties prenantes au débat doivent être revues et améliorées, ainsi que les processus et les configurations institutionnelles des discussions et des arbitrages en jeu. Il convient également de s'attacher à prendre en compte le bien-être, le bonheur, la satisfaction des personnes concernées et pas seulement des paramètres économiques contingents à un système marchand donné. Dans cette perspective, l'enrichissement individuel, les indicateurs de croissance économique ne peuvent suffire à guider les choix de société et les orientations de recherche. La construction de nouveaux indicateurs est à cet égard un sujet et un objectif de recherche ; ces derniers pourraient inclure notamment des dimensions sociales, morales, d'efficience ou de satisfaction. Cependant, une attention particulière devrait être portée à ce que ces systèmes d'indicateurs ne deviennent pas en eux-mêmes normatifs et ne remplacent pas les objectifs visés *in fine*.

En réalité, les déterminants des actions des citoyen.ne.s et des acteur.rice.s de la société sont bien souvent fortement orientés par ces **dimensions non économiques** (même si les aspects économiques tiennent une place importante aussi). Mieux les comprendre et les prendre en compte peut à la fois nous rendre plus heureux et s'avérer plus efficace que de n'utiliser que des leviers économiques et réglementaires pour orienter des changements dans les modes de vie. Ce qui permet aussi d'éviter le sentiment d'abandon ressenti par un nombre croissant de citoyen.ne.s, à cause de décisions prises uniquement à dire d'experts.

La convivialité entre les êtres humains est rarement prise en compte dans les analyses relatives

à l'agriculture et l'alimentation. Si l'on souhaite un dépassement de la dichotomie en systèmes ruraux et urbains, cette dimension est pourtant essentielle et pourrait faire l'objet de recherches. Des acteurs socio-culturels (artistes par exemple) pourraient être associés.

La suite propose un ensemble de questions de recherche visant à explorer les enjeux du « Vivre bien » liés à l'agriculture et à l'alimentation.

### Propositions de recherches - Bloc 23

#### *Vivre bien dans un monde aux ressources limitées*

- Quelles sont les modifications de l'usage des ressources non renouvelables nécessaires à la production agricole qu'il faudrait réaliser, quantitativement, pour atteindre une efficacité compatible avec l'atténuation des conséquences des changements globaux ? Quelles trajectoires viables et souhaitables faudrait-il suivre ?
- Comment pérenniser une activité agricole qui ne soit plus autant dépendante des ressources non renouvelables comme l'eau et le pétrole et qui ne réduirait pas la biodiversité ?
- Quelles sont les impacts des modifications pour une meilleure gestion des ressources non-renouvelables ou d'atténuation des changements climatiques en agriculture pour les autres secteurs d'activité et régions du monde ?
- Quel rôle peut jouer la production de biomasse non alimentaire ? Comment se répercutent à distance les effets des modifications engagées (télécouplage) ?
- Quels sont les risques de dégradation du potentiel de production agricole liés aux impacts des changements globaux, directs et indirects ? Quelle est la résilience des systèmes de production agricole face à des perturbations majeures et des changements drastiques dans les conditions biophysiques puis matérielles, comme une baisse rapide et massive de la disponibilité en énergie fossile ?
- Comment définir et qualifier les différents besoins alimentaires ? Qu'est-ce qu'un niveau de vie et comment peut-on le mesurer ? Y a-t-il un niveau minimal et un niveau maximal à satisfaire pour tou.te.s ? Comment y intégrer au mieux la dimension alimentaire ? Comment mettre en œuvre un droit à l'alimentation et à l'accès à d'autres ressources vitales ?
- Qu'est-ce qu'une agriculture autonome ? Est-ce souhaitable ? Une agriculture autonome permet-elle des économies de l'usage des ressources ?

### Propositions de recherches - Bloc 24

#### *Vivre bien dans un monde humanisé*

- Comment prendre en compte les spécificités de l'activité vitale de production alimentaire ? La production d'aliments est fondamentale pour nos sociétés et nécessite certains savoir-faire : est-ce que cette activité s'inscrit dans le même cadre que le travail salarié ou l'entrepreneuriat d'autres secteurs ? Qu'en est-il de la transformation alimentaire ?
- Comment une agriculture, une alimentation et un système alimentaire désirés et possibles contribuent à la santé physique et mentale de tout un chacun ? Quelles

conditions de travail dans ce système et pour une bonne santé physique et mentale des travailleurs ?

- En quoi les activités de soin des autres et de coopération, hors de l'économie formelle, maintiennent la santé des acteurs et favorisent la résilience du système alimentaire ? Quels intérêts à les maintenir au sein d'une économie informelle ? Comment les favoriser et jusqu'à quel point ?
- En quoi des pratiques et paysages agro-écologiques contribuent-ils à une bonne santé physique et mentale de tout un chacun ?
- Quelles sont les conditions de vie des agricultrices et des agriculteurs ? Comment sont-ils valorisés dans la société ? Faut-il des agriculteur.ice.s très spécialistes ou polyvalent.e.s ? Comment les citoyen.ne.s peuvent-ils se réapproprier la compétence à produire leur alimentation (pour ceux qui le souhaitent) ?
- En quoi les dimensions de convivialité, non directement impliquées dans les processus productifs, participent à la durabilité et à la qualité des systèmes alimentaires ?
- Comment la place des activités non agricoles, artistiques, culturelles dans les territoires ruraux contribuent à en renforcer l'envie d'y vivre et à susciter des dynamiques positives dans la société rurale ? Comment l'identité d'un territoire se construit-elle autour de ces activités culturelles et productives ? Quels liens avec les produits, leurs qualités et typicités ? Quels liens avec les paysages ? Comment les activités culturelles et artistiques peuvent ouvrir les sociétés rurales pour les rendre inclusives, ouvertes à la diversité et accueillantes ?
- Comment prendre en compte et revaloriser les héritages du passé qui peuvent être appréhendés comme des patrimoines paysans contribuant à constituer les bases des sociétés rurales ? Comment les évolutions des pratiques, peuvent se faire dans le respect de certains patrimoines, tout en étant dynamiques ? Quels processus instaurer pour choisir ces patrimoines à conserver ? Quel pas de temps faut-il, peut-on ralentir ou mieux maîtriser les processus de transformation ?

### Propositions de recherches - Bloc 25

*Vivre bien dans un monde qui se donne du sens*

- Comment se doter de nouveaux types d'indicateurs, quantitatifs et qualitatifs, partagés et compréhensibles par le plus grand nombre afin de suivre et piloter les ajustements continus des pratiques et des organisations en vue d'objectifs communs ?
- Comment associer les citoyen.ne.s dans une démarche collective autour de l'alimentation et des questions foncières, en construisant des scénarios adaptés aux contextes ?
- Comment redonner aux agriculteur.ice.s (et autres acteur.rice.s concerné.e.s) la possibilité d'exprimer et prendre en compte leurs valeurs dans leurs actes productifs ? Comment associer ces valeurs aux produits et aux territoires ?
- Comment prendre en compte dans les activités productives les dimensions artistiques et esthétiques ? Comment définir des systèmes agricoles fournissant une production alimentaire parmi d'autres aménités ? Comment concevoir des outils et équipements agréables, tant pour l'usager que pour les voisins ?

### 3. S'organiser. Une approche politique

À partir de la seconde guerre mondiale, les logiques économiques industrielles se sont imposées progressivement au secteur agricole et alimentaire en Europe et dans le monde, de plus en plus fermement orienté par une approche productiviste et techniciste. L'agriculture s'est mécanisée et les exploitant.e.s agricoles se sont endettés en achetant intrants, terres et matériels agricoles. Pendant des décennies, on n'a plus parlé de paysan.ne.s. Les exploitations agricoles se sont spécialisées, et leur dépendance aux intrants s'est accrue de manière croissante. La logique industrielle intègre et élargit la logique de la plantation d'origine coloniale. Les denrées agricoles et alimentaires ont été standardisées, la diversité génétique végétale et animale a diminué par sélection de variétés élites répondants aux critères économiques et industriels au détriment de leurs caractères de rusticité. Les marchés agroalimentaires se sont massifiés et les filières allongées. Enfin, la distribution des denrées alimentaires s'est concentrée dans les mains d'entreprises qui configurent le marché à leur profit. L'industrialisation de l'alimentation permise par ces transformations techniques agricoles et alimentaires a entraîné (du moins au départ) des gains de productivité du travail, la disparition d'activités éreintantes, et une réduction du temps passé pour la préparation des repas, mais au détriment de l'autonomie technique et financière pour les activités agricoles et alimentaires et au prix de lourds tributs environnementaux, sociaux, et sanitaires.

Ce processus a été fortement encouragé tant par l'État, l'Union Européenne que par les entreprises agro-industrielles de l'amont et de l'aval de l'agriculture, qui en sont les bénéficiaires principaux. Le fait de favoriser le commerce international à travers différents traités multi et bilatéraux s'est traduit à partir des années 1990 par une libéralisation tous azimuts des politiques agricoles. Ce processus a considérablement augmenté le pouvoir économique, mais aussi politique des firmes multinationales impliquées dans la mondialisation de l'agriculture, qui se sont de plus en plus concentrées. Particulièrement puissantes, elles n'hésitent pas à faire pression sur les gouvernants des Etats-nations pour qu'ils mettent en place des politiques publiques en faveur de leurs intérêts économiques. Cela est rendu possible par des institutions avec peu de réel contrôle démocratique ou contre-pouvoirs assez puissants, dont les décideurs sont déconnectés des réalités de terrain et empreints d'une idéologie technoscientifique transmise au cours de leur cursus académique. De plus, la frontière entre intérêts économiques et financiers d'une part, et pouvoir administratif et réglementaire d'autre part, est rendue poreuse par les pratiques d'influence professionnalisées, de pantouflage et de portes tournantes entre secteur public et privé, tant en France aux niveaux national et local, qu'au niveau européen et international.

Ainsi, malgré la demande citoyenne affirmée depuis plusieurs décennies de transformer le modèle agricole et alimentaire dominant en respectant l'environnement, la justice sociale et le bien-être animal, les changements se cantonnent aux discours. Ils sont accompagnés de plans inadaptés ou restent à la marge des politiques publiques. Faute de moyens et de volontés politiques fermes, les réformes n'ont jusqu'alors pas eu les résultats escomptés : les situations économiques et sociales du monde agricole se sont aggravées, et les effets environnementaux de l'agriculture intensive se sont accentués, tant sur le plan des pollutions que de la destruction de la biodiversité.



Il devient alors primordial d'analyser les blocages sociotechniques, institutionnels, politiques au changement vers une agriculture résiliente, coopérative, démocratique, ancrée dans son territoire, et le plus autonome possible. Puis il convient de chercher les outils/moyens/leviers pour réaliser cette transition, et d'identifier les modes de gouvernance et les échelles qui permettent une gestion et une organisation démocratique et inclusive du système alimentaire. La gestion des biens notamment communs, et se différenciant de la propriété privée, pourrait être en particulier analysée.

Si ces propositions de questions de recherche sont les plus importantes à nos yeux, elles ne constituent nullement une liste exhaustive. En règle générale, il conviendrait d'approcher les thématiques à plusieurs échelles en prenant en compte la grande diversité d'acteur.ice.s impliqué.e.s et en mobilisant différents outils pour appréhender les différentes composantes du système agro-alimentaire.

### Propositions de recherches - Bloc 26

#### *Analyse de l'état actuel*

- Identification/étude des verrous/blocages institutionnels, politiques, sociotechniques au changement vers une agriculture et une alimentation vertueuses, coopératives, démocratiques, ancrées dans un territoire, et le plus autonomes possible.
- Quels sont les courants de pensée qui influencent l'organisation collective et l'action publique et par quels biais ? Quelles pensées alternatives existent et quelle place leur est-elle réservée ? Comment les critiques sont-elles revisitées, relativisées, appropriées et ainsi canalisées et désamorçées par les acteurs hégémoniques en place ? Comment au contraire sont-elles parfois reprises, amplifiées, et réussissent-elles à porter le changement ?
- Quelle influence (et quels mécanismes de cette influence) des groupes d'intérêt, lobbies (entités à définir et délimiter précisément dans la recherche) sur les institutions publiques lors des prises de décisions ? Quelles collusions entre administratifs et « élu.e.s » d'un côté et entreprises privées du secteur de l'amont et de l'aval de l'agriculture de l'autre ?
- Quelles collusions entre scientifiques et institutions scientifiques avec/par les entreprises d'amont et d'aval de l'agriculture ? Quels effets sur l'orientation des stratégies de recherches et sur la répartition des financements, par quels mécanismes ?
- Quelles méthodes sont mobilisées pour inciter à la consommation ? Quelle place est donnée à la publicité dans l'espace public (dont le numérique) ? Existe-il des possibilités d'en sortir, si oui lesquelles ?
- Quels mécanismes et processus de concentration et développement de monopoles par filière ou secteur ? Comment éviter cette concentration des activités ?

## Propositions de recherches - Bloc 27

### *Exploration des outils de transition, de changement*

- Quels outils/moyens/leviers juridiques, économiques, politiques pour réaliser la transition agricole et alimentaire ou faire face aux ruptures ?
- Quels outils financiers et comptables pour orienter les investissements vers des systèmes alimentaires souhaités ?
- Quels outils juridiques (droits des consommateurs, droit à l'alimentation, droit foncier, droit de l'environnement, autres) ? Quels liens entre régimes fonciers et systèmes alimentaires dans les différents pays ? Quel(s) statut(s) juridique(s) d'exploitation pour une gestion durable et respectueuse des communs et pour inciter et pérenniser des pratiques agroécologiques ?
- Dans quelle mesure l'éthique et le droit, peut-être par le biais d'innovations sociales, peuvent-ils participer à la transformation des systèmes sociaux et maintenir la satisfaction des besoins élémentaires de chacun.e ?
- Le concept de « commun » peut tenir une place centrale dans les orientations de recherche car il ouvre à la construction collective et adaptative de modalités de gestion des ressources naturelles qui pourrait éviter en partie les travers induits par une application restrictive du concept de propriété privée, qui semble mal adapté dans bien des cas pour les territoires et les ressources naturelles. Quelle gestion collective des communs ? Quels modes d'appropriations et droits collectifs ?
- Quels droits d'usages et coutumiers dans une gestion des communs ? Comment le droit peut-il évoluer pour s'adapter aux nouvelles contraintes collectives, impliquer les citoyen.ne.s, renforcer la justice et l'équité, tenir compte des évolutions sociales et démographiques ?
- Evaluation/Identification du risque économique et social et de sa prise en compte dans les processus de décision et de transition. Quels indicateurs ? Quels seuils ? Quelles formes de morale ?
- Quelle gestion partagée du risque pour favoriser le modèle agricole et le système alimentaire souhaités ? Comment aller vers une sécurité sociale de l'alimentation ?
- Comment développer l'instruction et la sensibilisation pour développer un esprit critique et responsable et renforcer les capacités de réflexion et d'action des citoyen.ne.s ? Comment renforcer les citoyen.ne.s avec un bagage de connaissances, de compétences et de sensibilité sur la production d'aliments et des autres ressources vitales ?
- Comment faire évoluer les formes d'enseignement et notamment d'enseignement agricole, pour rendre les enjeux agricoles et alimentaires plus accessibles et mieux connus du plus grand nombre, les contraintes et multiples dimensions de ces activités ?
- A différentes échelles, analyser et identifier les modes d'organisation démocratique pour piloter la transition et permettre une gestion et organisation de l'agriculture et du système alimentaire dans l'intérêt commun.
- Quels types d'institutions ? Quelle taille des institutions ? Quels mécanismes d'élection, de représentation ? Quels contre-pouvoirs pour éviter la concentration

du pouvoir ?

- Comment favoriser l'implication collective/participation citoyenne, inclure les minorités, laisser place aux préférences et habitudes alimentaires ? Comment donner aux différents groupes sociaux, notamment ceux qui ont moins d'opportunité ou de liberté pour s'exprimer, les moyens et le pouvoir d'intervenir dans les prises de décisions ?
- Comment reconnaître et surmonter les logiques patriarcales du système alimentaire dominant ?
- Comment organiser le renouvellement générationnel des agriculteurs ? Comment accompagner les travailleurs dans la transition lors de la disparition ou rétrécissement de leur secteur d'activité ? Comment s'assurer d'une meilleure répartition du revenu pour les différents travailleurs agricoles et alimentaires ?
- Quelles échelles / quelle étendue spatiale d'application des décisions ? Comment articuler une gestion des communs liée au contexte biophysique avec les découpages administratifs et culturels des dernières décennies ? Quelles institutions pour interagir entre l'échelle régionale et l'échelle mondiale et réaliser une transition coordonnée ?
- Polycentrisme et décloisonnement, subsidiarité, capacité d'initiatives locales et responsabilités globales : Comment faire évoluer les systèmes socio-économiques pour en réduire la centralisation et l'intégration, en favorisant les décloisonnements et la réappropriation locale, tout en veillant à maintenir les solidarités et des interdépendances choisies ?
- Comment redéfinir collectivement, démocratiquement et de façon adaptative ce que sont le bien public et l'intérêt public pour renforcer et renouveler le sens de l'interdépendance entre les humains, et entre humains et non humains ?

#### **4. Faire. Une approche pratique et technique**

Les recherches dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation doivent permettre d'identifier les voies et moyens d'assurer le droit à l'alimentation de tous et toutes de manière équitable, tout en répondant aux grands enjeux actuels que sont le dérèglement climatique, l'accroissement des maladies chroniques et infectieuses, les crises sanitaires, l'épuisement des ressources non renouvelables et la dégradation des ressources renouvelables et de la biodiversité. Elles doivent par ailleurs examiner dans quelles conditions l'agriculture permet de fournir des ressources pour d'autres besoins non alimentaires (énergie, produits biosourcés) tout en assurant le maintien ou l'amélioration des espaces et ressources naturels.

La situation évolue puisque les politiques publiques affichent désormais certains objectifs quantifiés, et non plus seulement l'amélioration des systèmes agricoles en réduisant leurs impacts. L'exemple le plus emblématique au niveau européen est celui du climat. Il y a maintenant un consensus que pour ne pas dépasser le 2°C en 2050, il faudrait atteindre zéro émissions nettes à cette date, ce qui dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation signifie diviser les émissions de gaz à effet de serre (GES) par 2. L'agriculture émet environ 20% des émissions nationales de gaz à effet de serre, essentiellement du méthane (ruminants et déjections animales) et du protoxyde d'azote (essentiellement engrais azotés et déjections animales), si bien que l'élevage représente 70% des émissions agricoles. Dans le même temps, il faut stocker

du carbone dans les sols. Un autre enjeu est possiblement d'allouer de la biomasse à d'autres usages que la nourriture. Mais deux ans après que le gouvernement français a annoncé cet objectif de division des émissions de GES de notre système alimentaire par deux d'ici 2050, nous ne sommes déjà pas sur la bonne trajectoire. Un autre exemple emblématique est celui de l'effondrement généralisé de la biodiversité, aussi bien en abondance qu'en diversité d'espèces dans les milieux agricoles. Les niveaux de destruction varient selon les études et protocoles, mais tous les scientifiques de l'IPBES s'accordent sur l'extrême urgence à mieux prendre en compte ces indicateurs au rouge pour adapter les politiques publiques (la PAC en premier lieu) à la hauteur des enjeux. Pourtant si l'on en juge par les accords récents sur la réforme de la PAC, qui opèrent un retour en arrière sur les questions environnementales, ou par l'évolution des réglementations et politiques sur les pesticides, on en est très loin. Ainsi en France, outre la ré-autorisation récente des néonicotinoïdes pour la culture de la betterave, l'Etat ne parvient toujours pas à se saisir de la question de la réduction de l'usage de ces substances. La promesse du gouvernement d'arrêter le glyphosate risque fort de s'orienter par un mix d'interdictions et de dérogations ciblées. Après l'échec du plan Ecophyto 1 dont l'objectif était de réduire de 50% l'utilisation des pesticides pour 2018 (qui s'est traduit au contraire par une augmentation de l'utilisation de pesticides), les plans Ecophyto 2 et 2+ sont la chronique annoncée du même échec.

Ainsi, **de véritables changements systémiques sont nécessaires**. Or ce n'est pas ce qui est implicitement supposé dans la proposition européenne actuelle pour la recherche, qui, pour atteindre zéro émission nette en 2050, va dans le sens d'une intensification de l'agriculture de façon à assurer la sécurité alimentaire et la production de produits biosourcés, sans beaucoup changer notre système alimentaire. Nous proposons pour notre part trois grandes lignes de recherches, respectivement autour de la construction de scénarios possibles de futurs systèmes alimentaires, une diversification et un redimensionnement de l'agriculture, et une transformation profonde de notre alimentation.

### Propositions de recherches - Bloc 28

#### *Construction et évaluation de scénarios pour évaluer la cohérence des politiques publiques et d'alternatives*

- En fonction des connaissances déjà disponibles, il s'agit d'évaluer différentes voies possibles :
- Quelles sont les critiques à faire des scénarios alimentaires existants ? Est-il possible d'améliorer ces scénarios ?
- Comment prendre en compte les différents usages de la biomasse ? Pouvons-nous envisager un usage plus parcimonieux de cette biomasse et comment ? Quelles seraient les implications ?
- Comment hiérarchiser le poids de différentes options, compte tenu de leurs impacts relativement aux différents enjeux ?

## Propositions de recherches - Bloc 29

### *Une agriculture diversifiée, un élevage réorienté et redimensionné*

L'agroécologie ainsi que d'autres pratiques alternatives propose de s'appuyer sur le fonctionnement des écosystèmes et sur les interactions propres au vivant pour mettre au point des techniques agricoles qui permettent de se passer (ou tout du moins de réduire fortement) l'usage des intrants de synthèse. Elle propose de repenser complètement les agroécosystèmes.

- Quel niveau de diversification des cultures pour fournir un ensemble de services à l'agriculture (pour remplacer tout ou partie des intrants de synthèse) et à la société (épuration de l'eau, régulation du climat, etc.) ?
- Quelles pratiques agricoles pour restaurer/améliorer le capital naturel (sols, paysages), couverts végétaux, part de la biomasse prélevée ?
- Quels compromis entre les facteurs favorisant la production de biomasse à partir de la biodiversité : travail du sol réduit, couverture du sol permanente et contrôle des adventices ?
- Quel niveau de réorientation de l'agriculture dans les zones à forte densité d'élevage et quel accompagnement des politiques publiques ? Quelles pratiques pour la santé et le bien-être animal ? Quelle est leur valeur pour la santé, l'autonomie, la quantification des apports en protéines et les impacts environnementaux ?
- Quelle quantité d'énergie peut-on produire à partir de co-produits (déchets, déjections) sans reproduire les logiques industrielles extractivistes ? Quels impacts sur le foncier agricole ? Sur l'organisation des systèmes de production (système d'élevage et système de culture) ? Quels impacts potentiels pour les sols, liés à la perte de carbone dans les molécules à potentiel énergétique ?
- Quelles pratiques de recherche-intervention pour tirer parti des savoirs et savoir-faire des agriculteurs et concevoir des méthodes d'accompagnement « situées » ?
- Quelles innovations low-tech pour une agriculture agro-écologique dans les domaines du machinisme agricole, de la protection des cultures, de la récolte et du stockage des produits ?

## Propositions de recherches - Bloc 30

### *Une alimentation révisée et rééquilibrée pour la santé et la planète*

Promouvoir une alimentation préservant notre microbiote intestinal suppose de passer d'une vision analytique par aliments (viande, légumes...) ou par nutriments (lipides, glucides, fer...), à une vision élargie. Il est également montré qu'une alimentation moins carnée, et moins transformée peut contribuer à diminuer les impacts environnementaux de l'alimentation et ainsi contribuer à une meilleure santé.

- Quels risques pour la santé de l'alimentation industrielle ? Quels dangers de l'hyper transformation des aliments ? Comment s'en passer ?
- En quoi consiste une alimentation préservant notre microbiote ? Pourquoi l'industrialisation de l'alimentation contribue-t-elle à appauvrir notre microbiote ?

- Comment faire en sorte de rendre accessibles des produits de bonne qualité nutritionnelle, environnementale et sociale aux consommateur.ice.s, ainsi que l'information concernant ces produits ? Quelles sont les compétences à développer au domicile et en restauration collective pour espérer que les personnes adoptent des régimes alimentaires plus végétalisés et moins dépendants des aliments ultra-transformés ?
- Quels sont les freins et leviers à l'adoption de comportements alimentaires plus propices à la santé et à l'environnement ?
- Comment fournir des aliments riches en protéines végétales et désirables sans qu'ils soient pour autant ultra-transformés ?
- Comment quantifier les externalités environnementales et de santé de différents régimes alimentaires selon le type de protéines mobilisées, et selon le mode de production des aliments, etc. ?
- Des ceintures maraîchères pourraient-elles permettre de garantir un accès facilité de fruits et légumes locaux aux citoyen.ne.s ? Comment les développer (accès au foncier, formation, organisation des circuits de distribution) et les adapter aux besoins alimentaires locaux ?
- Quels sont les impacts des choix alimentaires (individuels et en restauration collective) sur l'orientation des filières, notamment en élevage ? Quels impacts plus larges et au-delà de nos frontières, notamment sur les économies des pays à faible revenu et en voie de décolonisation ?

### Propositions de recherches - Bloc 31

*Des chaînes d'approvisionnement raccourcies, moins transformatrices et plus équitables*

Rapprocher les chaînes d'approvisionnement est nécessaire à la transition du système alimentaire. Une agriculture basée sur d'autres pratiques comme l'agroécologie suppose de revoir l'amont, par exemple les utilisations du soja importé d'Amérique du sud, des engrais azotés et des pesticides doivent nécessairement baisser et même disparaître. Il en est de même pour l'aval de façon à créer des filières correspondant à une diversification des espèces cultivées pour la collecte, le stockage, ainsi que pour renforcer leur traçabilité pour les consommateur.ice.s. La nécessaire réduction de consommation de produits ultra-transformés nécessite aussi l'adaptation de l'industrie agroalimentaire, pour mieux renseigner la valeur santé des aliments ainsi que leur impact environnemental. De tels objectifs passent par la relocalisation de l'agriculture et de l'alimentation pour une souveraineté alimentaire dans l'ensemble du monde.

- Comment pourrions-nous réorienter les échanges internationaux de denrées alimentaires afin de réduire la déforestation ?
- Quelle réorganisation des filières pour faciliter une diversification de l'agriculture et une alimentation de qualité (ceinture maraîchère, diversité de légumineuses, élevages à faibles impacts négatifs environnementaux et sociaux, etc.) ?
- Comment décrire les « paysages » qui se cachent derrière les différents types de systèmes alimentaires et de chaînes d'approvisionnement (origine des produits, cracking des matières premières, reconstitution de produits alimentaires) et en

faire des évaluations économiques, environnementales, sociétales (conditions de travail) et sanitaires (intérêt nutritionnel) ?

- Quels impacts des différents types d'instruments de régulation et de politiques publiques sur la longueur et la fragmentation des chaînes de valeur ? Quels instruments pour favoriser un ré-ancrage territorial de l'agriculture et de l'alimentation ?